

marches-securises.fr

PUBLICATION



## ÉTABLISSEMENT

Conseil Départemental de  
l'Ariège (09)  
Hôtel du Département  
5 - 7 rue du Cap de la Ville  
09001 FOIX CEDEX

## AVIS DE MARCHÉ

TRAVAUX

DIRECTIVE 2014/24/UE

## Section I : Pouvoir adjudicateur

### I.1) NOM ET ADRESSES

Conseil Départemental de l'Ariège, Numéro national d'identification : 22090001300016, Contact : Christine TEQUI, 5-7 rue du Cap de la Ville, 09000 FOIX, FRANCE. Tél. : +33 561020909. Courriel : smarches@ariego.fr. Code NUTS : FRJ21.

**Adresse(s) internet :**

Adresse principale : <https://www.ariego.fr>

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

### I.2) PROCÉDURE CONJOINTE

### I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet : <https://www.ariego.fr>

**Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :**

Point(s) de contact susmentionné(s).

**Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées :**

Par voie électronique à l'adresse : <https://www.marches-securises.fr>

### I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Organisme de droit public

### I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Services généraux des administrations publiques

## Section II : Objet

### II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

**II.1.1) Intitulé :** Ensemble du département - Confortement d'ouvrages de soutènement par clouage et construction de parois clouées

**II.1.2) Code CPV principal**

45262620

**II.1.3) Type de marché**

Travaux

**II.1.4) Description succincte**

Procédure adaptée ouverte. Confortement d'ouvrages de soutènement par clouage et construction de parois clouées Date prévisionnelle de début des travaux (date de lancement des premières consultations relatives aux marchés subséquents) : 15 août 2022.

**II.1.5) Valeur totale estimée**

Valeur estimée hors TVA : 4800000 euros.

**II.1.6) Informations sur les lots**

Division en lots : Non

### II.2) DESCRIPTION

**II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)**

45262620

**II.2.3) Lieu d'exécution**

Code NUTS : FRJ21

Lieu principal d'exécution : Département de l'Ariège

**II.2.4) Description des prestations**

La présente consultation concerne la mise en place d'un accord-cadre multi-attributaires (maximum 6) pour l'intervention sur des ouvrages de soutènement du réseau routier départemental dont l'état nécessite des travaux de confortement par clouage. Durée : Un an à compter de la date de notification reconductible 3 fois.

**II.2.5) Critères d'attribution**

**Coût :**

Prix des prestations : 40%

**Qualité**

Valeur technique de l'offre : 60%%

**II.2.6) Valeur estimée**

**Valeur hors TVA :** 4800000 euros

**II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique**

Durée en mois : 12

**Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction :** Non

**II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer****II.2.10) Variantes**

**Des variantes seront prises en considération :** Non

**II.2.11) Informations sur les options**

**Options :** Non

**II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques**

**Les offres doivent être présentées sous la forme de catalogues électroniques ou inclure un catalogue électronique :** Non

**II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne**

**Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne :** Non

**II.2.14) Informations complémentaires****Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique****III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION****III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession****Liste et description succincte des conditions :**

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus
- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Déclaration sur l'honneur : - Le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Attestation de régularité concernant l'emploi des travailleurs handicapés : Le candidat produit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Attestation de régularité du candidat établi en France vis-à-vis de ses salariés : Si le candidat est établi en France, il doit produire une déclaration sur l'honneur justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)
- Attestation de régularité du candidat établi ou domicilié à l'étranger vis-à-vis de ses salariés : Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, il doit produire une déclaration sur l'honneur attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents

**III.1.2) Capacité économique et financière****III.1.3) Capacité technique et professionnelle****Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :**

- Attestation d'assurance : - déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Extrait de l'inscription au RCS ou K-BIS : Attestation de moins de 3 mois ou carte d'identification justifiant de l'inscription au Répertoire des Métiers
- Déclaration d'effectifs : - déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Références de travaux similaires : Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- Titre d'études et titres professionnels : - indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
- Liste des moyens techniques : - déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la

réalisation de marchés de même nature ;

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants.

L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;

### III.1.5) Informations sur les marchés réservés

Marché réservé : Non

## III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ

### III.2.1) Informations relatives à la profession

### III.2.2) Conditions particulières d'exécution

### III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

### III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : Non

## Section IV : Procédure

### IV.1) DESCRIPTION

#### IV.1.1) Type de procédure

Procédure ouverte

#### IV.1.3) Information sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

L'avis concerne l'établissement d'un accord-cadre

Accord-cadre avec plusieurs opérateurs

Nombre maximum de participants à l'accord-cadre envisagé : 6

#### IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue

#### IV.1.5) Information sur la négociation

#### IV.1.6) Enchère électronique

Une enchère électronique sera effectuée : Non

#### IV.1.8) Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) : Oui

### IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

#### IV.2.1) Publication(s) antérieure(s) relatives à la présente procédure

#### IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation :

Vendredi 01 avril 2022 - 17:00

#### IV.2.3) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

#### IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation

français.

#### IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en mois : 4 (à compter de la date limite de réception des offres).

#### IV.2.7) Modalités d'ouverture des offres

Date : lundi 04 avril 2022 - 09:00

Lieu : La séance n'est pas publique.

## Section VI : Renseignements complémentaires

### VI.1) RENOUVELLEMENT

Il s'agit d'un marché renouvelable : Non

### VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES

### VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Accord-cadre avec montant maximum passé selon la procédure adaptée. Montant maximum : 4 800 000 € HT sur la durée maximale de 4 ans.

L'accord-cadre sera attribué à six opérateurs économiques maximum.

La consultation relative à l'accord-cadre est jugée à partir d'une opération qualitative relative au confortement de talus aval par paroi clouée - RD613 au PR 11+465 - Commune d'Ignaux -

Le candidat complètera le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif relatifs au projet d'opération joint au dossier de consultation.

Valeur technique de l'offre appréciée au vu du contenu du mémoire justificatif détaillé à l'article 5.2 du règlement de consultation et notée suivant les 5 sous-critères pondérés ci-dessous :

- présentation de l'entreprise (30 points)
- SOPAQ (20 points)
- SOPRE (15 points)
- SOGED (15 points)
- Plan Général de prévention des risques (20 points)

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les 6 candidats les mieux classés, sur tout ou partie des offres.

Lors de la survenance des besoins, les titulaires seront tous remis en concurrence par des marchés subséquents qui préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées.

Chaque marché subséquent détermine son propre délai d'exécution.

Critères d'attribution des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre : offre économiquement la plus avantageuse en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- Prix des prestations (note sur 60)
- Valeur technique de l'offre (note sur 30) appréciée au vu du mémoire technique remis par le candidat à l'appui de son offre, selon 5 sous-critères, à savoir :
  - o Les moyens (5 points),
  - o Les fournitures (5 points),
  - o Le planning (5 points),
  - o Les modes opératoires (10 points),
  - o La prise en compte de la sécurité (5 points).
- La date de livraison du chantier appréciée au vu de la date de démarrage et du délai d'exécution des travaux proposés (note sur 10).

#### **VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS**

##### **VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal Administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV - BP 70007 , 31068 Toulouse Cedex 7 FRANCE. Tél. +33 562735757. E-mail : greffe.ta-toulouse@juradm.fr. Adresse internet : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr/>.

##### **VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation**

Comité Consultatif Interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de BORDEAUX DREETS pôle C 138 Cours Maréchal Juin , 33075 Bordeaux Cedex FRANCE. Tél. +33 556692708. E-mail : [na.polec@dreets.gouv.fr](mailto:na.polec@dreets.gouv.fr). Adresse internet : <https://nouvelle-aquitaine.dreets.gouv.fr/>.

##### **VI.4.3) Introduction des recours**

Le médiateur des entreprises

##### **VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

#### **VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS**

02 mars 2022